



WEBINAIRE SUR LE SEMINAIRE DE CONJONCTURE AU SECOND SEMESTRE 2020 ET LES PREVISIONS MACROECONOMIQUES A COURT TERME DANS LES PAYS DE LA CEMAC, EN RDC, AU BURUNDI, A SAO TOME PRINCIPLE, AUX COMORES, A DJIBOUTI ET A MADAGASCAR
du 17 au 20 novembre 2020

POINTS SAILLANTS

Novembre 2020

POINT 1 : INTRODUCTION

Un Webinaire sur la conjoncture au second semestre 2020 et les prévisions macroéconomiques à court terme dans les Etats membres de la CEMAC, en RD Congo, au Burundi, aux Comores, à Sao Tomé et Principe, à Djibouti et à Madagascar, organisé conjointement par la Commission de la CEMAC, la Direction Générale d'AFRISTAT et AFRITAC Centre, s'est tenu du 17 au 20 novembre 2020. Les experts des trois institutions en ont assuré l'animation.

Quatre Etats membres de la CEMAC ainsi que la RD Congo, le Burundi et le Djibouti étaient représentés par des participants respectivement en charge de l'analyse conjoncturelle et de la prévision macroéconomique. Le conjoncturiste de la RCA et Les prévisionnistes du Burundi et de la RD Congo n'ont pas pris part aux travaux. Cinq Etats à savoir le Cameroun, le Congo, les Comores, Madagascar et Sao Tome et Principe n'étaient pas représentés au séminaire. La Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) ont également pris part aux travaux (cf. liste des participants en annexe 1).

Ce séminaire visait plusieurs objectifs spécifiques. Il s'agissait de :

- présenter la situation conjoncturelle au second semestre 2020 et les prévisions de la période 2020-2021 des Etats, en vue de faciliter les travaux de suivi de la Commission de la CEMAC, d'AFRISTAT, d'AFRITAC Centre, de la BEAC et des autres institutions sous régionales et régionales ;
- identifier, dans l'évolution récente de la conjoncture économique, les éléments qui déterminent le niveau des agrégats macroéconomiques de l'année 2020, et voir, dans quelle mesure, ils conduisent à réviser les prévisions des années 2020 et 2021, élaborées au premier semestre de l'année 2020;
- partager l'expérience de chacun des Etats membres et des institutions régionales, ainsi que les bonnes pratiques dans ce contexte de pandémie.
- avoir des discussions méthodologiques sur l'utilisation des MIDAS (Mix Data Sampling) pour l'analyse conjoncturelle et la prévision.

POINT 2 : CEREMONIE D'OUVERTURE

Les représentants des trois institutions organisatrices ont tour à tour pris la parole pour souhaiter à bienvenue aux participants et présenter les objectifs et les enjeux du séminaire en guise de mot d'ouverture du séminaire et ont souhaité plein succès aux travaux.

Après la présentation de l'ensemble des participants, le projet de programme de travail a été amendé et adopté.

POINT 3 : DEROULEMENT DES TRAVAUX DU WEBINAIRE

Les travaux ont, par la suite, été organisés en trois (03) sessions de communication (Présentations des Pays, renforcement de capacité et présentations des Institutions) et leur modération assurée par Monsieur Serge Jean EDI, Chef du Département Etudes et Synthèses Economiques (DESE) à AFRISTAT.

Session 1 : Communication Pays sur le diagnostic conjoncturel au second semestre 2020 et prévisions 2020-2021

Les sept (7) Etats présents ont exposé les évolutions de leurs indicateurs conjoncturels au second semestre 2020 et les résultats des prévisions macroéconomiques récentes sur la période 2020-2021.

Il est à retenir que la conjoncture est marquée globalement au niveau des Etats par la pandémie à COVID-19 qui a continué à ralentir la collecte des données à un degré moindre pour ce second semestre de l'année, suite aux différentes mesures préventives prises par les autorités. Ces mesures ont été assouplies progressivement (réouverture des frontières terrestre et aérienne, accessibilité aux villes ou régions précédemment touchées, levée des couvre-feux, reprise progressive de l'activité dans les administrations publiques et entreprises privées, etc.). Les indicateurs présentés portent ainsi principalement sur les deux

premiers trimestres de 2020 (pour la plupart des pays présents). Des enquêtes et des études continuent d'être réalisées dans tous les Etats afin d'évaluer l'impact de la crise sur les économies. Des contreperformances sont déjà enregistrées pour les secteurs des services (transports, hôtels, etc.) et pour la production industrielle.

Pour ce qui est des prévisions macroéconomiques, l'impact de la crise a été pris en compte par tous les Etats à travers, des projections de fort ralentissement de la croissance en 2020 voire des récessions pour certains, une détérioration du déficit des finances publiques, entre autres. En 2021, une reprise des activités économiques est attendue et des améliorations dans le recouvrement des recettes de l'Etat et une maîtrise des dépenses.

Par Etat, les points saillants des communications peuvent se résumer comme suit :

a) Burundi

Une conjoncture économique globalement favorable au cours du 2^{ème} semestre 2020 suite à une amélioration de la production agricole surtout le café, une production minière de l'or en progression, des échanges commerciaux en augmentation, de bonnes performances au niveau de la production industrielle (surtout disponibilité de l'électricité et production de bière), une augmentation des recettes budgétaires, une dépréciation modérée du BIF, ...La pandémie du COVID-19 est maîtrisée et le Gouvernement a décidé de la reprise des vols commerciaux à partir de ce mois de novembre 2020. Cependant, le Gouvernement est conscient que des cas de COVID importés peuvent surgir.

b) Centrafrique

L'économie centrafricaine a évolué en 2020 dans un environnement marqué par l'avènement de la pandémie de coronavirus (Covid-19), la mise en œuvre des recommandations du forum économique de Bruxelles et les élections présidentielle et législative de décembre 2020.

La croissance du PIB de la RCA en 2020 est attendue à 1,7%, nettement en légère amélioration par rapport à la prévision de mois de mars (-0,2%) et inférieure à la dernière prévision d'avant COVID-19 qui 'est de 5% contre 4,3 % en 2019 en lien avec l'allègement des mesures de confinement annoncé par les pays de la CEMAC.

Les perspectives sont prometteuses. La reprise économique devrait se confirmer en 2021, avec une croissance du PIB réel de 3,7 % et 4,5% en 2022. Ainsi les résultats sectoriels s'établiraient comme suit en 2021: secteur primaire (2,7%) ; secondaires (3,3%) et tertiaire (4,5%).

c) Djibouti

Au deuxième trimestre 2020 :

L'inflation est ressortie de 2,6% contre 2,5% au premier trimestre 2020

Baisse considérable de l'activité portuaire. Le reste du secteur tertiaire (transport passager et fret, tourisme, télécommunications) est aussi en baisse importante.

Les recettes budgétaires ont sensiblement baissé (-2%) en raison de la baisse de recettes fiscales avec une baisse (-13%) d'impôt indirect. Les dons officiels ont aussi baissé (-68%).

La situation monétaire est caractérisée par une **augmentation des avoirs des banques commerciales**, les augmentations de la monnaie fiduciaire en circulation et des dépôts en monnaie locale ainsi que des dépôts en devise.

Le commerce extérieur (importations des biens mise à la consommation) au deuxième semestre 2020 a connu une baisse de 12% par rapport à 2019.

	2020		2021	
	Avant COVID-19	Après COVID-19	Scénario lent	Scénario rapide
PIB réel	8,3%	-1%	3,6%	6,6%

d) Gabon

Après neuf mois en 2020, l'observé conjoncturel fait ressortir des résultats globalement négatifs de l'activité économique nationale. En effet, les activités des secteurs **secondaire** et **tertiaire** ont toutes reculé sur la période sous revue, en lien avec la crise sanitaire. Par contre, de nombreuses activités du secteur **primaire** ont fait preuve de résilience, à l'exception notable de la production pétrolière, sous l'effet du respect des quotas décidés par l'OPEP.

A fin septembre 2020, la pression inflationniste a été contenue, malgré l'accélération observée au dernier trimestre en lien avec le dysfonctionnement dans la chaîne d'approvisionnement des marchés. Au cours de la période sous revue, il ressort que le solde commercial reste excédentaire mais se détériore de 14,8% à 1 209,1 milliards de FCFA, pour un taux de couverture en baisse de 10 pts.

Ainsi, après avoir enregistré un taux de croissance de 3,9% en 2019, l'activité économique nationale reculerait en 2020. Le PIB baisserait de 1,3%, soit une perte de 2,1 points de croissance par rapport aux prévisions de la Lois de Finances Rectificatives 2020 (LFR2020). On assistera à un déficit global estimé à 2,7% du PIB.

En 2021, une amélioration du cadre macroéconomique est prévue dans un contexte de hausse des prix de nos matières premières. En effet, l'économie renouerait avec une croissance positive de 2,6%, soutenue par le pétrole (+1,4%) et le hors-pétrole (+2,6%) avec une atténuation du déficit amorcé en 2020 à -1,7% du PIB prévue dans la PLFI2021.

e) Guinée Equatoriale

Le PIB s'est contracté de 4,9% au deuxième trimestre 2020. Le PIB pétrolier a chuté de 4,1% et le PIB non pétrolier de 6%. L'inflation a enregistré un taux de 3% au deuxième trimestre et 5,0%, au troisième trimestre 2020. La production des hydrocarbures au premier semestre 2020 a chuté (-0,5%) par rapport la même période 2019. La production du pétrole brut au premier semestre 2020, a enregistré une augmentation de 4,1%. Quant à la production du gaz, le LNG, au premier semestre 2020, a enregistré une chute de 1,6%. Les dépenses totales ont baissé (-1,5%) au seconde trimestre 2020, contre -25% en 2019, les dépenses courants -1,0% contre -12% en 2019, les investissements -2,7% contre -45% en 2019, la masse monétaire a chuté de 5,5% au deuxième trimestre 2020 par rapport à 2019.

La croissance de l'économie de Guinée Equatoriale chutera de 5,8% en 2020. On prévoit une croissance positive en 2021 de 2%, grâce aux projets qui seront mise en place par le pays, le PIB pétrolier enregistra un taux de 3,1% contre -7,2% en 2020 et le PIB non pétrolier 1,1% en 2021 contre -4,7% en 2020.

f) RD Congo

La croissance du PIB réel serait de -1,7% sur base des réalisations à fin juin, venant d'un niveau de -2,4% estimé à fin mars 2020, contre une croissance de 4,4% observée en 2019. Cette amélioration constatée par rapport à la fin mars est attribuable essentiellement au secteur primaire, sous l'impulsion de la branche « Extraction ». En effet, ce secteur devrait timidement se relever avec une croissance de 0,7% contre des baisses respectives de 3,9% et 2,8% envisagés respectivement pour les secteurs secondaire et tertiaire.

g) Tchad

La situation conjoncturelle reste relativement bonne malgré les effets négatifs du covid-19. La production pétrolière est en hausse pendant ce trimestre et devrait continuer avec la mise en production en décembre prochain du champ de Sédigui. Le cours du pétrole reste à un niveau bas sur fond d'une crise sanitaire impactant négativement la demande de pétrole. Les recettes pétrolières sont en hausse par rapport à un an plutôt.

Les prix à la consommation connaîtront une hausse au deuxième trimestre 2020 sous l'effet de la persistance de la pandémie du covid-19 qui a perturbé les circuits de distribution et augmenté le coût des transactions.

L'économie tchadienne en 2020 et 2021 reste toujours marquée par la pandémie de COVID-19 avec : (i) mesures strictes pour circonscrire la propagation de la pandémie ; (ii) un effondrement de la croissance économique mondiale et (iii) la chute du cours de pétrole. Dans ce contexte, l'économie nationale connaîtrait

une contraction (0,5%) en 2020 contre 2,5% en 2019 avant de renouer avec la croissance économique (4,4%) en 2021.

h) Les Comores, Sao Tomé et Príncipe, le Cameroun, le Congo et Madagascar n'étaient pas représentés.

Session 2 : Introduction aux modèles MIDAS (mixed data sampling)

Présenté par M. FATA HOUSSOUBE, *Chef de Division de la Prévision et de la Modélisation Macroéconomique, Direction des études et de la Prévision du Tchad*

Ce sont des modèles économétriques de séries temporelles, Introduits par Ghysels, Valkanov, Sinko, etc. au début des années 2000.

Ce type de modèle met en relation des variables observées à des fréquences différentes (annuelles et trimestrielles ou trimestrielles et mensuelles par exemple)

I. Spécification et estimation des modèles MIDAS

- Variable à haute fréquence : variable explicative
- Simple modèle de régression MIDAS :

II. Intérêt et applications des modèles MIDAS

- Intérêt des modèles MIDAS**
 - ✓ Permettent d'éviter ou de limiter les biais d'agrégation
 - ✓ Suppriment la contrainte d'avoir des données de même fréquence (par agrégation ou désagrégation des variables)
- Application des modèles MIDAS**
 - ✓ Nowcasting : prévoir le présent
 - ✓ Forecasting : prévoir le futur
 - ✓ Temporal disaggregation : Trimestrialisation des variables

III. Extensions des modèles MIDAS

- LE MODELE MIDAS A VARIABLES EXPLICATIVES MULTIPLES

D'autres variables explicatives peuvent être rajoutées au modèle

- LE MODELE AR-MIDAS (Auto Régressive MIDAS)

Ces modèles consistent à rajouter la variable dépendante retardée au modèle

- LE MODELE U-MIDAS (Unrestricted MIDAS)

Forni, Marcellino et Schumacher (2012) proposent un modèle MIDAS où le polynôme B ne dépend pas

d'un paramètre θ .

- LE MODELE NL-MIDAS (Non Linear MIDAS)

Ghysels, Sinko and Valkanov (2007) ont généralisé le modèle à une forme non linéaire définie

- LES MODELES MIDAS ASSYMETRIQUES

Ghysels, Santa-Clara and Valkanov (2005) ont défini le modèle

Session 3 : Conjoncture économique et perspectives économiques vue par les organisations sous régionales et internationales

(i) Présentation de la BEAC

Les dernières estimations des services de la Banque pour l'année **2020** confirment les effets néfastes de la crise sanitaire liée à la COVID-19. Il en ressort :

- Au troisième trimestre 2020 (T3/2020), l'indice composite des cours mondiaux des matières premières exportées s'est accru de 19,6 %, après avoir régressé de 28,9% au T2/2020;
- une récession des activités, couplée à une hausse des pressions sur les prix, en rapport avec les multiples contraintes sur l'offre et du renchérissement des coûts de transports suite aux mesures restrictives prises par les Etats dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19 ;
- une dégradation des finances publiques conjuguée avec un creusement du déficit des transactions courantes;

□une progression de la masse monétaire essentiellement tirée par les créances nettes sur les Etats pour soutenir les dépenses publiques, en dépit d'une diminution des avoirs extérieurs nets couplée à une baisse des crédits à l'économie,

Les prévisions à moyen terme de la BEAC indiquent que :

- la sous-région devrait renouer avec la croissance économique et le redressement progressif des autres comptes macroéconomiques,
- l'appui financier et technique du FMI et des autres bailleurs de fonds dans le cadre des programmes de deuxième génération et des effets des mesures de politique monétaire prises par la Banque Centrale pour soutenir les économies de la sous-région à court terme ;
- Cette situation favoriserait l'amélioration d'ensemble des soldes budgétaire et extérieurs;
- Cette dynamique conforterait le taux de couverture extérieure de la monnaie et les réserves en mois d'importations de biens et services.

(ii) Présentation de la BAD

Dans le cadre du séminaire virtuel AFRISTAT sur la conjoncture au second semestre 2020 et les prévisions macro-économiques à court terme dans les pays membres de la CEMAC la RDC, le Burundi, Sao Tome et Principe, les Comores, Djibouti et Madagascar, le représentant du département Statistique de la Banque africaine de développement (BAD), a procédé à une présentation sur les « Données collectées par la Banque pour la prévision des indicateurs macro-économiques ».

Cette présentation a mis en lumière les différents types de données collectées. Et ce, dans le cadre des travaux courants liés au suivi de la conjoncture économique en Afrique.

Le département Statistique de la Banque procède régulièrement à la collecte de données macro-économiques des pays membres régionaux. Ces données proviennent de sources nationales (organismes officiels, correspondants) et internationales (FMI, Banque Mondiale, AFRISTAT, etc. ...).

Les données collectées pour les différents secteurs sont annuelles ou infra-annuelles. Elles concernent le secteur réel et le secteur monétaire et financier. Pour ce qui est du secteur réel, le département procède à la Collecte de données de la comptabilité nationale, aussi bien annuelles que trimestrielles puis au suivi de l'état des comptes nationaux (SCN, opérations de rebasage et de réropolation, classifications adoptées, années de base des prix et des comptes, etc.).

Pour le besoin des prévisions de la banque, le travail porte également sur la collecte d'indicateurs pour le secteur réel en l'occurrence les prix nationaux (indices prix à la consommation finale, indices prix à l'exportation et à l'importation, indices prix à la production, etc.) et les prix internationaux (prix des produits énergétiques, prix des produits agricoles, industriels, etc.). A ces données s'ajoutent, les statistiques liées aux Finances publiques, à la Balance des paiements et au Commerce Extérieur.

S'agissant du volet monétaire, la collecte et le suivi concernent principalement la masse monétaire, les Réserves internationales et le taux de change moyen en monnaie nationale par dollar américain (\$EU).

Conjoncture oblige, la présentation s'est également penchée sur les effets collatéraux de la crise sanitaire à Coronavirus (COVID-19), sur les principaux indicateurs macro-économiques (croissance du PIB réel, inflation, exportations, dépenses publiques, etc.).

La présentation a suggéré in fine des recommandations visant à améliorer la qualité et faciliter la collecte des données (publication régulière, meilleure harmonisation, Assistance des pays en vue de migrer vers le SCN 2008, etc.)

(iii) Etat de la convergence et perspectives macroéconomiques en Zone CEMAC

A la faveur d'une progression de la production pétrolière dans tous les Etats membres producteurs à l'exception de la Guinée Equatoriale, conjuguée avec la bonne tenue de l'activité économique non pétrolière au Cameroun, Centrafrique, Gabon et Tchad, la croissance économique de la CEMAC a poursuivi en 2019 son redressement enclenché en 2017. Elle s'est établie à 2,1% en 2019 après 1,8% en 2018 et 0,7% en 2017

En relation avec les mesures de consolidation budgétaires mises en place, notamment dans le cadre des programmes des Etats membres avec le FMI et du PREF-CEMAC, l'année 2019 a marqué le retour à l'équilibre budgétaire. Ce retour à l'équilibre budgétaire a permis d'améliorer légèrement en 2019 l'état de la convergence dans la Communauté. La RCA, le Gabon et la Guinée Equatoriale ont respecté trois critères de convergence sur quatre en 2019 à l'exception de celui portant sur l'absence d'arriérés de paiement. Les autres Etats membres ont observé deux critères de convergence sur quatre, à savoir ceux portant sur l'endettement et l'inflation pour le Cameroun et le Tchad, et les critères afférents au solde budgétaire de référence et l'inflation pour le Congo.

Cependant, les perspectives macroéconomiques de la CEMAC pour 2020 sont assez moroses en relation avec la crise engendrée par la pandémie de Covid-19. Les répercussions de ladite pandémie sur le cadre macroéconomique de la CEMAC pourraient être atténuées par le renouvellement à temps des programmes des Etats membres avec le FMI, la mise à disposition dans les délais prévus des appuis budgétaires soutenant lesdits programmes, ainsi que la capacité des pays de la Sous-Région à mobiliser toutes les facilités offertes au plan international destinées à aider les Etats à pouvoir faire face à la crise.

Nonobstant ces divers appuis, la CEMAC enregistrerait en 2020 une récession de 3,1% et verrait ses comptes budgétaires et extérieurs se dégrader substantiellement. Cette morosité de l'activité économique qui irait ainsi de pair avec des déficits budgétaires considérables rendrait difficile la préservation de la viabilité de la dette, ce qui pourrait affaiblir davantage la stabilité financière.

En 2021, la croissance rebondirait pour atteindre 3,4% avant un nouveau ralentissement en 2022 où elle reviendrait à 2,6%. Elle se consoliderait à ce niveau en 2023. La croissance resterait ainsi à moyen terme faible et très inférieure à son niveau potentiel.

POINT 4 : RECOMMANDATIONS DU SEMINAIRE

Les participants au séminaire ont formulé les recommandations suivantes :

Aux administrations chargées de la production de statistiques de court terme, de l'analyse conjoncturelle et de l'élaboration des prévisions macroéconomiques (INS : Institut National de la Statistique et DP : Direction de la Prévision) :

- Dans le financement des partenaires techniques et financiers (PTF) destiné à l'appui à la statistique dans les pays, prévoir une dotation pour l'amélioration des infrastructures informatiques pour le renforcement des capacités à distance (RCD)
- pour les séminaires du premier semestre, réunir au moins les données conjoncturelles des deux premiers mois de l'année en cours pour une bonne analyse conjoncturelle ;
- pour les séminaires du deuxième semestre, réunir au moins les données conjoncturelles des huit premiers mois de l'année en cours pour une bonne analyse conjoncturelle ;
- sensibiliser les hiérarchies pour une meilleure coordination des différentes structures produisant des données et des notes de conjoncture ;
- mettre en place ou renforcer des cadres de concertation technique entre conjoncturistes et prévisionnistes ;
- allouer des moyens pour rendre plus dynamiques les comités de cadrage macro-économiques dans les pays ;
- solliciter, en cas de besoin, l'assistance des institutions compétentes pour la production des bulletins et notes de conjoncture et prévision de qualité ;
- prendre les dispositions nécessaires pour collecter les données à temps, produire et diffuser des bulletins et notes de conjoncture de qualité dans les délais afin qu'ils soient plus utiles aux utilisateurs et décideurs ;
- Mettre en œuvre de profondes réformes structurelles dans l'optique de promouvoir une croissance forte, inclusive et durable, susceptible de renforcer la résilience aux chocs extérieurs et remédier aux problèmes de viabilité de la dette,
- Continuer à satisfaire aux exigences des programmes soutenus par le FMI, notamment en ce qui concerne la viabilité de la dette et les assurances de financement ;

A AFRISTAT, à AFRITAC-Centre, et à la Commission de la CEMAC :

- Créer un compte WhatsApp pour les échanges professionnels entre conjoncturistes et prévisionnistes des pays membres d'AFRISTAT
- sensibiliser les hautes autorités nationales sur l'importance de la statistique comme outil de décision pour un développement aux plans économique, social et environnemental ;
- redynamiser le dispositif communautaire de renforcement du système statistique de la sous-région (comité sous-régional de la statistique, fonds de développement de la statistique, comité sous-régional de cadrage) ;
- accompagner les Etats membres dans la production des bulletins et notes de conjoncture et

prévision de qualité (identification des besoins, renforcement des capacités) ;

- Mobiliser toutes les facilités offertes au plan international destinées à aider les Etats à pouvoir faire face à la crise engendrée par la pandémie de Covid-19.

Le prochain séminaire est prévu pour la semaine du 7 au 11 juin 2021 à Douala.

ANNEXES

ANNEXE 1 : LISTE DES PARTICIPANTS

Pays	Institutions	Représentants	Fonctions	Adresse postale	Téléphone	E-mail personnel	Email Institution
Centrafrique	MINPLAN ECO/DGPS / Direction Générale de l'Economie	GOTHARD Alain Guy Ghislain	Chef de Service des prévisions macroéconomiques	Bangui, RCA	+236 75046534	gguyalain@yahoo.fr	<u>Ok</u>
Gabon	MEPPDD/ Direction générale de l'économie	IKAPI ERIC	Chef de service	BP 6184 Libreville		ikapitash@yahoo.fr	www.dge.gouv.ga
Gabon	MEPPDD/ Direction Générale de l'Economie	Sandrine NTSAME	Chef de Service	BP 6337 Libreville	+241 07482366	ntsamejulie@yahoo.fr	www.dge.gouv.ga
Guinée Equatoriale	Institut National de la Statistique (INEGE)	Pascual Afugu ESONO MBENGONO	Chef de Département des Statistiques et études économiques			pafugu@inege.gq / pascualobispo23@yahoo.com	<u>ok</u>
Tchad	INSEED	FANGAMLA MARANDI	Responsable de la conjoncture	BP 453 N'djamena	+235 66 27 52 49	fangenf@yahoo.fr	<u>Ok</u>
Tchad	MFB / DGB / DEP	BADY EBE	Directeur Adjoint des Etudes et de la Prévision	BP 2388 N'djamena		badyebe@gmail.com	<u>Ok</u>
Tchad	MFB / DGB / DEP	FATA HOUSSOUBE, <i>Direction des études et de la Prévision du Tchad</i>	<i>Chef de Division de la Prévision et de la Modélisation Macroéconomique,</i>	BP 2388 N'djamena		houssoube@yahoo.fr / houssoubefata@gmail.com	
Autres pays							-

RDC	Ministère du Plan/DEME	Junior Panu Kitenge INS/RDC	Directeur			panukitenge@gmail.com	<u>OK</u>
Burundi	I STEEBU	NIZIGIYIMANA Jean Baptiste	Chef de service conjoncture et commerce extérieur		+25779948581	Jbnizigiyimana1@gmail.com jbni@yahoo.fr	-
Dibouti	Direction de l'économie et du plan / MEFI	Ayanleh djama wabaeri	chargés des prévisions macroéconomiques			ayanlehdjama@gmail.com	
Djibouti	Direction de l'Economie et du Plan	Amina Ibrahim robleh	chargés des prévisions macroéconomiques			amina.ibrahim.roble@gmail.com	<u>OK</u>
Djibouti	Direction de l'Économie et du Plan Ministère de l'Économie et des Finances chargé de l'Industrie	KADRA AHMED SAID	Chargée du Suivi macroéconomique			ardaksh85@yahoo.fr	<u>OK</u>
Institutions							
CEMAC	Dépt politiques économique, monétaire et financière	NGUEMENI Jean Claude	Directeur de la Surveillance multilatérale			nguemeni jeanclaude@yahoo.fr	
CEMAC	Dépt politiques économique, monétaire et financière	DJIMTOINGAR NADJIOUNOUM	Directeur des Etudes Economiques	BP 298 Malabo	+236 75 05 57 74	djimtoingar@yahoo.fr	cemac@cemac.int

CEMAC	Dépt politiques économique, monétaire et financière	Roland Marc LONTCHI TCHOFFO	Directeur de la Statistique	BP 298 Malabo	+236 75 13 17 17	rlontchi@gmail.com	cemac@cemac.int
BAD	BAD	LOHOUES Hervé	Lead Economiste – Direction Générale Afrique centrale - BAD	Cameroun		H.LOHOUES@AFDB.ORG	
BAD	BAD	"ANOUAR CHAOUCH"	Département Statistique - BAD	Abidjan		A.CHAOUCH@AFDB.ORG	
AFRISTAT	Département des Etudes et Synthèses Economiques	Serge Jean Edi	Expert Economiste Principal	BP E-1600, Bamako	+22370275015	serge.edi@afristat.org	-
BEAC		"Gabin Féry AFOMONGONO"				afomongono@beac.int	-
AFRITAC Centre	AFRITAC Centre	Severin KAMGNA	Conseiller			skamgna@imf.org	-



WEBINAIRE SUR LE SEMINAIRE DE CONJONCTURE AU SECOND SEMESTRE ET LES PREVISIONS MACROECONOMIQUES A COURT TERME DANS LES PAYS DE LA CEMAC, EN RDC, AU BURUNDI, A SAO TOME PRINCIPE, AUX COMORES, A DJIBOUTI ET A MADAGASCAR

1. Contexte et justification

L'Afrique comme tous les autres continents est confrontée actuellement à la crise de la pandémie au coronavirus (COVID 19). Cette pandémie a amené bon nombre de décideurs politiques à prendre des décisions majeures pour contenir la propagation de la COVID-19. Parmi celles-ci on note, l'interdiction de regroupements, le confinement général ou partiel de la population, la distanciation sociale et les couvre-feux. Des mesures d'accompagnement et des plans de relance ont également été mis en place par les gouvernements avec le soutien de leurs partenaires.

Ces décisions ont sans doute un impact négatif dans la production de statistiques officielles dont les indicateurs conjoncturels. En effet, la collecte des données et la production des indicateurs conjoncturels est devenue difficile en raison des règles barrières dues à la pandémie du COVID 19. C'est dans ce cadre que le séminaire semestriel sur la conjoncture récente et les prévisions à court terme qui est devenu une tradition pour les pays membres de la CEMAC, en RDC, au Burundi, à Sao Tome et Principe, aux Comores, au Djibouti et à Madagascar ne pourra plus se tenir sous sa forme habituelle de réunion régionale.

Ainsi la Commission de la CEMAC, AFRITAC Centre et AFRISTAT, institutions coorganisatrices desdits séminaires ont retenu la tenue d'une réunion virtuelle (webinaire) avec les Etats en vue de faire le point du suivi de la conjoncture au second semestre 2020 et des cadrages macroéconomiques à court terme et d'échanger sur les perspectives à court terme au regard des impacts multiformes de la pandémie sur leurs économies.

2. Objectif général

L'objectif général de la réunion est de faire le point de la conjoncture au second semestre 2020 et des prévisions macroéconomiques 2020-2021 dans les Etats.

Il permettra, en outre, des échanges et des discussions entre les participants, en vue de dégager les effets de la pandémie sur leurs économies respectives.

3. Objectifs spécifiques

La réunion vise spécifiquement les objectifs suivants :

- 1) présenter la situation conjoncturelle au second semestre 2020 et les prévisions de la période 2020-2021 des Etats, en vue de faciliter les travaux de suivi de la Commission de la CEMAC, d'AFRISTAT, d'AFRITAC Centre, de la BEAC et des autres institutions sous régionales et régionales ;
- 2) identifier, dans l'évolution récente de la conjoncture économique, les éléments qui déterminent le niveau des agrégats macroéconomiques de l'année 2020, et voir, dans quelle mesure, ils conduisent à réviser les prévisions des années 2020 et 2021, élaborées au premier semestre de l'année 2020;
- 3) partager l'expérience de chacun des Etats membres et des institutions régionales, ainsi que les bonnes pratiques dans ce contexte de pandémie.
- 4) Avoir des discussions méthodologiques sur l'utilisation des MIDAS (Mix Data Sampling) pour l'analyse conjoncturelle et la prévision.

4. Résultats attendus

- La situation conjoncturelle au second semestre 2020 et les prévisions de la période 2020-2021 des Etats sont connues ;
- Les éléments déterminant ces évolutions sont identifiés ;
- Le partage d'expérience entre les Etats et institutions est effectif.
- Les MIDAS (Mix Data Sampling) pour l'analyse conjoncturelle et la prévision ont fait l'objet de discussion méthodologique

5. Date et lieu

La réunion aura lieu les mardi 17 au vendredi 20 novembre de 9h à 12h GMT (10 à 13h heure d'Afrique Centrale). Elle sera organisée par visioconférence avec ZOOM.

6. Participants

Cette réunion s'adresse aux cadres nationaux (deux par Etat), particulièrement ceux chargés de l'élaboration des synthèses conjoncturelles, en poste dans les Instituts Nationaux de Statistique, et aux prévisionnistes s'occupant des travaux de cadrage macroéconomique officiel dans les Directions en charge de la prévision des Ministères de l'Economie et des Finances.

La réunion sera dirigée par les experts de la Commission de la CEMAC, d'AFRISTAT et d'AFRITAC Centre. Les experts de la BEAC, de la CEA BSR-AC y prendront également part.

7. Contenu indicatif des présentations des Etats

Chaque pays a 20 minutes pour faire le point de la conjoncture et les perspectives 2020-2021.

- 1- L'état de la collecte et de la production des indicateurs infra-annuels en rapport avec la pandémie à coronavirus
- 2- La tendance des indicateurs conjoncturels (production, indicateurs d'activité, prix, taux d'intérêt, actifs financiers, etc.)
- 3- Les dernières prévisions macroéconomiques 2020-2021 et les justificatifs des écarts avec les prévisions précédentes.

Chaque pays transmettra ses deux présentations à l'avance à AFRISTAT (au plus tard le 13 novembre 2020) ainsi qu'un résumé global de deux paragraphes qui seront mis à la disposition de l'ensemble des participants.

8. Agenda indicatif

Heure	Sujets	Responsables
JOUR 1 : 17 Novembre 2020		
10:00 – 10:20	Mots de Bienvenue et Présentation des participants et programme	Commission de la CEMAC, AFRISTAT, AFRITAC Centre
10H20 – 11H20	Communications pays : Tchad, Gabon, Djibouti	Tchad, Gabon, Djibouti
11H20 – 11H40	Synthèse des questions et réponses	Présidence : Commission de la CEMAC
11H40-12H40	Communications pays : RCA	RCA
12H40 – 13H00	Synthèse des questions et réponses	Présidence : AFRISTAT
JOUR 2 : 18 NOVEMBRE 2020		
10H00 – 11H00	Communications pays : Burundi, Guinée Equatoriale	Burundi, Guinée Equatoriale,
11H00 – 11H20	Synthèse des questions et réponses	Présidence : AFRITAC Centre
11H20 – 12H20	Communications pays : Cameroun, RDC	Cameroun, RDC
12H20 – 12H40	Synthèse des questions et réponses	Présidence : Commission CEMAC
12H40 – 13H	Leçons tirées de la présentation des pays	AFRISTAT – AFRITAC Centre
JOUR 3 : 19 NOVEMBRE 2020		
10H00 – 10H30	L'utilisation des MIDAS (Mix Data Sampling) pour l'analyse	Fata Houssougbe (Tchad)

Heure	Sujets	Responsables
	conjoncturelle et la prévision	
10H30-10H50	Questions réponses	Tous
10H50-11H10	Conjoncture régionale vue de la BEAC : Présentation	BEAC
11H10 – 11H30	Conjoncture régionale vue de la BAD : Présentation	BAD
11H30-11H50	Réponses aux questions	Tous
11H50 – 12H20	Etat de la Convergence dans la CEMAC	Commission de la CEMAC
12H20 – 12H40		
12H40 – 13H00	Autres intervention : AFRISTAT	AFRISTAT
JOUR 4 : 20 NOVEMBRE 2020		
10H00 – 11H00	Recommandations, Questions diverses et perspectives	Tous
11H00 – 12H00	Validation du rapport final	Tous
	Fin des travaux	